

John Maynard Keynes

Suis-je un libéral ?

Nation and Athenaeum, 8 and 15 August 1925

« Am I a Liberal¹ ? » est la transcription d'un discours prononcé à l'École d'été des Libéraux (Liberal Summer School) en août 1925. Cette école avait été fondée par des industriels, universitaires et politiques libéraux de Manchester en 1921. L'idée était de former les élites du parti libéral en invitant chaque été, alternativement à Oxford et Cambridge, les meilleurs orateurs à s'exprimer sur des sujets politiques et sociaux d'actualité. Ainsi, John Maynard Keynes fut invité dès la première session qui se tint à Oxford, à l'été 1922, pour présenter la question de la dette et des réparations consécutives à la Première Guerre mondiale.

Le texte de ce discours fut publié le même mois dans deux numéros de la revue *Nation and Athenaeum* que Keynes dirigeait *de facto* – il en était le président².

Après une critique cinglante des partis conservateur et travailliste, Keynes fait part de ses affinités pour le parti libéral, dont il souhaiterait cependant modifier les sujets à l'ordre du jour pour les adapter aux préoccupations réelles de l'opinion du moment. Quatre ans plus tard, en rédigeant en grande partie le programme économique du parti libéral (« We Can Conquer Employment »), Keynes allait soutenir Lloyd George qui menait campagne pour ce parti aux élections législatives de 1929.

Parmi les questions qui étaient d'actualité en 1925 figure l'intervention (on dirait aujourd'hui la « régulation ») plus importante de la puissance publique dans l'organisation sociale.

Les « questions sexuelles » font aussi partie des questions d'actualité. Elles recouvrent en fait la question des femmes ou les questions de genre : Keynes préconise un contrôle des naissances et la pratique de la contraception ainsi qu'une clarification du statut de la femme au travail de nature à mettre en cause la prétendue liberté du marché du travail.

Selon lui, en effet, les salaires ne doivent pas résulter de l'offre et de la demande de main-d'œuvre, mais doivent prendre en compte d'autres considérations relevant en particulier de la justice sociale. Dans le même esprit, Keynes trouve légitime la revendication des syndicats pour que les salaires et les emplois ne soient pas sacrifiés aux objectifs, souvent erronés, de la politique monétaire.

L'un des principaux apports de « Suis-je un libéral ? » est sa référence à John Roger Commons³, dont l'influence sur Keynes fut importante, phénomène rare qui mérite d'être souligné. Commons fut le premier à élaborer la théorie des stades de développement économique (le XX^e siècle se trouvant dans la période de stabilisation dans laquelle, en particulier, les syndicats ont un rôle reconnu) succinctement présentée par Keynes dans son essai.

Nous reprenons ici l'intégralité du discours, bien qu'un passage relatif à la direction du parti travailliste soit absent du texte anglais publié dans *Nation and Athenaeum*.

I

Si l'on est animal politique-né, il est extrêmement inconfortable de n'appartenir à aucun parti ; on est saisi par le froid, la solitude et l'inutilité. Mais si l'on appartient à un parti et que celui-ci est fort, si son programme et sa philosophie sont empreints de compassion, s'ils satisfont les instincts tout à la fois sociables, pratiques et intellectuels, comme cela doit être agréable ! Et cela mérite une cotisation généreuse et qu'on y consacre tout son temps libre.

L'animal politique qui ne peut se résoudre à marmonner les paroles méprisables : « Je ne suis pas un homme de parti », préférera sans doute appartenir à un parti quelconque plutôt qu'à aucun. S'il ne peut trouver un foyer qui l'attire, il doit en trouver un parmi ceux qui lui déplaisent le moins plutôt que de rester à l'extérieur dans le froid.

Prenez, par exemple, mon propre cas : où me porte ce choix par élimination ? Comment pourrais-je me résoudre à être un conservateur ? Ce parti ne m'offre ni le pain ni le vin – ni consolation intellectuelle ou spirituelle. Je n'y trouverais nul amusement, enthousiasme ou enseignement. L'atmosphère, la mentalité et la vision de la vie qui sont communes à beaucoup de ses membres – je ne citerai personne – ne favorisent ni le bien public ni mon propre intérêt. Elles ne mènent nulle part, ne satisfont aucun idéal, ne sont conformes à aucune référence intellectuelle. Elles ne rassurent pas et ne sont pas conçues pour préserver de ses adversaires ce degré de civilisation que nous avons déjà atteint.

Devrais-je pour autant rejoindre le parti travailliste ? À première vue, il est plus attractif. Mais à y regarder de plus près, il présente de sérieux inconvénients. À commencer par le fait que c'est un parti de classe et que celle-ci n'est pas la mienne. S'il y avait des intérêts catégoriels à défendre, je pousserais les miens. Quand il s'agit de la lutte de classes en tant que telle, mon patriotisme personnel, comme chez tout un chacun (à l'exception de certains patriotismes d'un zèle déplaisant), est lié à mon milieu. Je peux être influencé par ce qui me semble relever de la justice et du bon sens ; mais la lutte des *classes* me trouvera du côté de la *bourgeoisie* cultivée⁴.

Mais cela n'est pas la difficulté fondamentale. Je suis prêt à sacrifier mon patriotisme étroit pour une cause générale importante. Quelle est la vraie raison qui m'éloigne du parti travailliste ?

Je ne peux l'expliquer sans commencer à aborder ma position de fond.

Plus que jamais, je crois que les questions relatives au cadre économique de la société constitueront à l'avenir, et de loin, l'enjeu politique majeur. Les aspects intellectuels et techniques des solutions adaptées dépasseront, selon moi, l'entendement de la grande masse d'électeurs plus ou moins illettrés. Cependant, dans une démocratie, tous les partis, quels qu'ils soient, doivent dépendre de cette masse d'électeurs dont l'entendement est insuffisant ; aucun parti n'arrivera au pouvoir à moins qu'il ne puisse gagner la confiance de ceux-ci en les persuadant, d'une manière générale, soit qu'il a l'intention de promouvoir leurs intérêts, soit

qu'il va satisfaire leurs passions. Néanmoins, la démocratisation plus ou moins forte de tous les échelons de l'appareil et son influence dans la façon de préparer le programme, y compris dans ses détails, diffèrent selon les partis. À cet égard, le parti conservateur est de loin le mieux placé. Son premier cercle peut presque dicter les détails et la technique de la politique. Traditionnellement, la gestion du parti libéral était également assez autocratique. Mais récemment, des mouvements mal avisés ont démocratisé la préparation du programme, y compris dans ses détails, en réaction à un *leadership* faible et divisé, qu'il faudrait en fait renforcer et unifier. Si la direction était forte, les aspects techniques de la politique – qu'il faut distinguer des grands principes – pourraient encore être dictés d'en haut. De son côté, le parti travailliste est dans une position encore plus faible.

Par-dessus tout, je ne crois pas que les éléments intellectuels du parti travailliste y exerceront jamais un contrôle adéquat ; trop de choses seront toujours décidées par ceux qui ne savent pas du tout de quoi ils parlent ; et si – ce qui n'est pas invraisemblable – un premier cercle autocratique se saisit du parti, il œuvrera dans l'unique intérêt de l'aile la plus à gauche du parti – la section du parti travailliste que j'inclinerais à désigner comme relevant d'un « parti de la catastrophe ».

Par élimination, je crois que le parti libéral serait encore le meilleur instrument du progrès futur – si seulement il disposait d'une direction forte et d'un bon programme.

Prenons maintenant le problème des partis de façon positive – en considérant davantage ce qui attire que ce qui détourne –, l'impression est lugubre quel que soit le parti, que nous placions nos espoirs dans les programmes ou dans les hommes. Et la raison en est toujours la même. Les questions historiques de partis du XIX^e siècle sont aussi périmées qu'une nourriture avariée et, alors que se profilent les questions d'avenir, celles-ci n'entrent pas encore dans leurs préoccupations ; elles dépassent d'ailleurs les clivages habituels.

La liberté civile et religieuse, le droit de vote, la question irlandaise, l'autonomie des dominions⁵, le pouvoir de la Chambre des lords, l'imposition fortement progressive des revenus et des fortunes, l'utilisation sans compter des recettes publiques pour les « réformes sociales » – à savoir l'assurance sociale pour parer à la maladie, au chômage et à la vieillesse – ainsi que l'éducation, le logement et la santé publique, toutes ces causes pour lesquelles le parti libéral a combattu, sont soit résolues, soit obsolètes, soit intégrées dans le socle commun de tous les partis. Que reste-t-il ? Certains diront : la question foncière. Pas moi, car je pense qu'en raison d'une évolution silencieuse des faits, cette question, sous sa forme traditionnelle, a été réduite à un sujet de très faible importance politique. Je ne vois que deux pièces maîtresses du programme libéral historique qui tiennent encore la route – la question de la prohibition et celle du libre-échange. Et si la seconde conserve aujourd'hui toute son importance et son actualité, c'est par hasard. Deux arguments ont toujours plaidé en faveur du libre-échange – l'argument du *laissez-*

faire qui séduisait et continue à séduire les individualistes libéraux, et l'argument économique fondé sur les bénéfices qui découlent de l'emploi par chaque pays de ses ressources là où il détient un avantage comparatif. Je ne crois plus en la philosophie politique qui sous-tend la doctrine du libre-échange. Je crois en revanche au libre-échange car, sur le long terme et de façon générale, c'est la seule politique qui soit techniquement saine et intellectuellement sans faille.

Dans le meilleur des cas, le parti libéral peut-il se maintenir sur les seules questions du foncier, de la prohibition et du libre-échange quand bien même il parviendrait à un programme unifié et bien articulé sur les deux premiers sujets ? Les raisons *positives* incitant à être libéral sont à présent bien faibles.

Comment, par ailleurs, les autres partis se situent-ils lorsqu'on fait un choix par adhésion ?

Le parti conservateur aura toujours sa place comme foyer des ultras.

Mais si l'on prend son programme, il se trouve dans une aussi mauvaise posture que le parti libéral. Ce qui sépare aujourd'hui un jeune conservateur progressiste du libéral moyen tient souvent à un simple hasard de tempérament ou à des liens du passé, et non à une réelle différence de politiques ou d'idéaux. Les vieux cris de guerre sont étouffés ou sont devenus aphasiques. L'Église, l'aristocratie, les intérêts fonciers, les droits de propriété, les gloires de l'Empire, la fierté des services, même la bière et le whisky, ne reviendront plus jamais comme lignes d'orientation de la politique britannique.

Le parti conservateur devrait se préoccuper d'adapter une version du capitalisme individuel aux circonstances qui évoluent progressivement. La difficulté vient du fait que les dirigeants capitalistes de la City et au Parlement sont incapables de discerner les nouvelles mesures pour protéger le capitalisme de ce qu'ils appellent le bolchevisme. Si le capitalisme à l'ancienne était intellectuellement capable de se défendre lui-même, il resterait en place pendant bon nombre de générations. Mais, heureusement pour les socialistes, il y a peu de chances pour qu'il en soit ainsi.

Je crois qu'il faut chercher les germes de la décadence intellectuelle du capitalisme individualiste dans une institution qui ne caractérise nullement celui-ci mais qui fut reprise du système social féodal qui le précéda – à savoir le principe d'hérédité. Appliqué à la transmission de la richesse et au contrôle des affaires, ce principe est la raison pour laquelle le *leadership* de la cause capitaliste est faible et inconsistant. Il est trop dominé par des vieillards. Rien ne provoquera plus sûrement le déclin d'une institution sociale que son attachement au principe d'hérédité. Le fait que l'Église, de loin la plus ancienne de nos institutions, se soit toujours préservée de cette tare en est une illustration *a contrario*.

De même que le parti conservateur aura toujours son aile ultraréactionnaire, le parti travailliste sera toujours flanqué du « parti de la catastrophe » – jacobins, communistes, bolchevistes – comme il vous plaira de l'appeler. Celui-ci hait ou méprise les institutions existantes et croit qu'un grand bien résultera de leur simple

renversement, ou, au moins, que le fait de les renverser est le préliminaire nécessaire à tout progrès majeur. Il ne peut prospérer que dans une atmosphère d'oppression sociale ou comme réaction contre le gouvernement des ultras. En Grande-Bretagne, il est, dans sa forme extrême, très faible en nombre. Néanmoins, sa philosophie, sous une forme diluée, imprègne le parti travailliste tout entier. Aussi modérés que puissent être les sentiments de ses dirigeants, le parti travailliste devra toujours recourir, pour remporter des victoires électorales, aux passions et aux jalousies diffuses trouvant leur pleine expression dans ce « parti de la catastrophe ». Je suis convaincu que cette connivence secrète est le ver qui ronge la crédibilité de tout programme constructif que le parti travailliste pourrait lancer. La malveillance, la jalousie, la haine envers les riches et les puissants (jusque dans leur propre personne) sont des passions qui font mauvais ménage avec les idéaux visant à construire une vraie république sociale. Pourtant, s'il veut réussir, un dirigeant travailliste doit être, ou du moins se montrer, un peu sauvage. Il ne lui suffit pas de devoir aimer ses semblables ; il lui faut aussi les haïr.

Qu'est-ce que je demande alors au libéralisme d'être ?

D'un côté, le conservatisme est une entité bien définie – avec son aile droite d'ultras pour lui donner force et passion, et une aile gauche composée de ce qu'on pourrait appeler « le meilleur type » de libre-échangistes conservateurs, cultivés et humains, qui lui prête respectabilité morale et intellectuelle. De l'autre côté, le travaillisme est lui aussi bien défini – avec une aile gauche de « catastrophistes » pour lui donner force et passion et une aile droite composée de ce qu'on pourrait appeler « le meilleur type » de réformateurs de tendance socialiste, tout aussi cultivés et humains. Y a-t-il place pour autre chose entre les deux ? Chacun d'entre nous ici ne devrait-il pas décider s'il se considère comme le « meilleur type » de libre-échangiste conservateur ou comme le « meilleur type » de réformateur de tendance socialiste, et trancher la question ?

Peut-être en sommes-nous arrivés là. Mais je persiste à croire qu'il y a une place pour un parti dépourvu d'esprit de classe, capable de bâtir l'avenir en dehors des influences des ultras et des « catastrophistes » qui finiront par détruire respectivement leur parti.

Laissez-moi esquisser brièvement la philosophie et la pratique de ce parti telles que je les conçois.

Pour commencer, il devra se libérer de tout le bois mort du passé. Il n'y a maintenant guère de place, sinon à l'aile gauche du parti conservateur, pour ceux dont les sentiments restent fidèles de façon absolue à un individualisme d'un autre âge et au *laissez-faire* – quel qu'ait pu être le rôle de ceux-ci dans les conquêtes du XIX^e siècle. Je le dis, non parce que je crois que ces doctrines étaient erronées dans les conditions où elles virent le jour (j'aurais d'ailleurs souhaité appartenir à ce parti si j'étais né un siècle plus tôt), mais parce qu'elles ne peuvent plus être appliquées dans les conditions modernes. Notre programme ne doit pas s'attacher

aux anciens sujets du libéralisme, mais à ceux qui présentent actuellement un vif intérêt et dont l'importance appelle des réponses urgentes, que ces thèmes soient ou non déjà devenus des questions de parti. Nous devons prendre le risque de l'impopularité et de la dérision. C'est alors que nos réunions publiques attireront les foules et que notre organisation se renforcera.

II

Je répartirai les questions d'actualité en cinq catégories : 1) les questions relatives à la paix ; 2) les questions de gouvernement ; 3) les questions d'ordre sexuel ; 4) les questions relatives à la drogue ; 5) les questions économiques.

S'agissant de la paix, nous devons être résolument pacifistes. En ce qui concerne l'Empire, je ne pense pas qu'il y ait de problème important en dehors de l'Inde. Ailleurs, pour autant que des problèmes de gouvernement se posent, le processus de dislocation à l'amiable est maintenant presque achevé, au grand bénéfice de tous. Mais s'agissant du pacifisme et des armements, nous en sommes seulement au tout début. J'aimerais que l'on prenne les mêmes risques en faveur de la paix que ceux qui furent pris dans le passé en faveur de la guerre. Pour autant, je ne voudrais justement pas que ces risques se traduisent par l'engagement d'entrer en guerre dans telle ou telle circonstance hypothétique. Je suis contre les pactes. Engager toutes nos forces armées à défendre l'Allemagne désarmée contre une attaque par la France qui se trouve au faîte de sa puissance militaire est insensé ; et supposer que nous prenions part dans toute guerre future d'Europe occidentale n'est pas nécessaire. En revanche, je suis favorable à ce que nous donnions le bon exemple, au risque même de paraître faibles, en nous engageant dans la voie de l'arbitrage et du désarmement.

Viennent ensuite les questions de gouvernement – sujet fastidieux, mais important. Je crois qu'à l'avenir, le gouvernement devra assumer un grand nombre d'obligations qu'il a évitées par le passé. Ni les ministres ni le Parlement ne pourront s'en acquitter. Nous devons décentraliser et déléguer autant que nous le pourrons, et en particulier créer des sociétés et des organes administratifs semi-indépendants auxquels seront confiées les missions gouvernementales, nouvelles et anciennes –, sans pour autant affaiblir le principe démocratique de la souveraineté suprême du Parlement. Ces questions seront aussi importantes et difficiles à l'avenir que la question du droit de vote et les relations entre les deux Chambres l'ont été par le passé.

Les sujets que je regroupe sous le titre de questions d'ordre sexuel n'ont pas été traités jusqu'à présent par les partis, car ils n'ont jamais – ou rarement – fait l'objet de discussions publiques. Cet état d'esprit a maintenant changé. Aujourd'hui, aucun sujet n'intéresse plus le grand public et n'est autant discuté. Ces questions sont de la plus grande importance sociale ; elles provoquent des différences d'opinion réelles et sincères. Quelques-unes d'entre elles influencent profondément la résolution de certains problèmes économiques. Je n'ai aucun doute sur le fait qu'elles sont sur le point d'entrer dans l'arène politique. Les débuts immatures du mouvement des suffragettes étaient symptomatiques d'enjeux plus profonds et plus essentiels.

Le contrôle des naissances et la pratique de méthodes contraceptives, la législation relative au mariage, le traitement des délits et anomalies sexuels, le statut économique de la femme et de la famille – tous ces sujets sont régis par des lois et par une morale officielle qui relèvent du Moyen Âge – tout à fait détachées de

l'opinion et des mœurs des gens civilisés, comme de ce que les individus se disent entre eux à titre privé, qu'ils soient instruits ou non. Ne laissez personne se leurrer en pensant que l'évolution de l'opinion sur ces questions est l'apanage d'une petite classe cultivée, à la surface des foules turbulentes. Ne laissez personne croire que les femmes qui travaillent vont être choquées par le contrôle des naissances ou par la réforme du divorce. Pour elles, ces mesures représenteraient une nouvelle liberté, une émancipation par rapport à la plus intolérable des tyrannies. Un parti qui en discuterait ouvertement et raisonnablement lors de ses réunions publiques découvrirait un intérêt nouveau et vivant de son électorat ; et la politique traiterait une nouvelle fois de questions qui intéressent et affectent profondément la vie de chacun.

Ces questions sont naturellement liées à des enjeux économiques qu'on ne peut ignorer. Le contrôle des naissances concerne en premier lieu la liberté des femmes ; mais il concerne aussi l'État qui a le devoir de se préoccuper de l'importance de la population tout autant que de l'effectif de l'armée ou du montant du budget. La situation des femmes salariées et le projet d'un salaire familial affectent d'abord le statut des femmes, par l'effet du travail rémunéré dans le premier cas et par le rôle des femmes non rémunérées dans le second. Ils affectent en outre toute la question de la fixation des salaires, à savoir si ceux-ci devraient être déterminés par les forces de l'offre et de la demande en accord avec les théories orthodoxes du *laissez-faire*, ou si on devrait commencer à limiter le libre jeu de ces forces par référence à ce qui est « juste » et « raisonnable » selon les circonstances.

La question de la drogue se limite en pratique, dans notre pays, à celle de la boisson, même si je souhaite que les jeux d'argent soient dans le même esprit remis en question. Je m'attends à ce que la prohibition d'alcools et des bookmakers ait de bons résultats. Mais cela ne réglera pas le problème. Pour l'humanité qui s'ennuie et qui souffre, jusqu'à quel point peut-on permettre, de temps en temps, une échappée, des émotions fortes, un stimulant, une possibilité de changement ? C'est là une problématique importante. Est-il possible d'accorder des autorisations jusqu'à un degré raisonnable, de permettre des saturnales surveillées et de préserver le temps des carnivals dans des conditions qui ne détruiraient ni la santé ni les porte-monnaie des fêtards, et qui mettraient les « accros » (comme on les appelle aux États-Unis) à l'abri d'irrésistibles tentations ?

Sans m'attarder à ces questions, j'entends maintenant porter mon attention sur les plus vastes des questions politiques, à savoir les questions économiques qui sont aussi celles pour lesquelles je suis le plus qualifié.

Un éminent économiste américain, le Pr Commons⁶, qui a été l'un des premiers à reconnaître la nature des changements économiques, distingue trois époques, trois ordres économiques dont le dernier est celui dans lequel nous entrons.

La première époque est l'*ère de la rareté*, « qu'elle soit due à l'inefficacité, à la violence, à la guerre, aux coutumes ou à la superstition ». Dans une pareille période,

« il y a un minimum de liberté individuelle et un maximum de contrôle de type communiste, féodal ou gouvernemental par recours à la coercition physique ». Tel était, avec de brefs intervalles liés à des cas exceptionnels, l'état économique normal du monde jusqu'aux XV^e ou XVI^e siècles.

Puis vient l'*ère de l'abondance*. « Dans une période d'extrême abondance, il y a un maximum de liberté individuelle, un minimum de contrôle coercitif par le gouvernement tandis que la négociation individuelle prend la place du rationnement. » Au cours des XVII^e et XVIII^e siècles, nous frayâmes notre chemin pour sortir de l'esclavage de la rareté afin de respirer l'air libre de l'abondance, et au XIX^e siècle, cette époque culmina glorieusement avec les victoires du *laissez-faire* et du libéralisme traditionnel. Ainsi, il n'est ni surprenant ni indigne que les vétérans actuels du parti se retournent pour jeter un regard vers un passé plus facile.

Aujourd'hui nous entrons dans une troisième ère que le Pr Commons appelle la *période de stabilisation*, et qu'il définit comme la « vraie contre-proposition face au communisme de Marx ». « Durant cette période, dit-il, il y a une diminution de la liberté individuelle imposée par des sanctions gouvernementales, mais surtout par des sanctions économiques à travers l'action concertée – qu'elle soit secrète, semi-ouverte, ouverte, ou faisant appel à l'arbitrage – provenant d'associations, de sociétés, de syndicats, et d'autres organisations collectives d'industriels, de marchands, d'ouvriers, de fermiers et de banquiers. »

Les abus de cette époque en matière de gouvernement sont le fait du fascisme d'une part, du bolchevisme de l'autre. Le socialisme n'offre pas de voie médiane parce qu'il provient des conditions de l'*ère de l'abondance*, tout comme l'individualisme du *laissez-faire* et le libre jeu des forces économiques. Confrontés à ces dernières, les journalistes de la City, au discernement confus et troublé par leur dépendance, sont les seuls à s'incliner encore pitoyablement.

La transition d'un état d'anarchie économique vers un régime visant délibérément à contrôler et à diriger les forces économiques dans l'intérêt de la justice et de la stabilité sociales présentera d'énormes difficultés, à la fois techniques et politiques. La recherche de solutions à ces problèmes constitue selon moi le véritable avenir du nouveau libéralisme.

La situation de l'industrie du charbon offre aujourd'hui une illustration parfaite des conséquences de la confusion des idées qui prévaut actuellement. D'une part, le ministère des Finances et la Banque d'Angleterre poursuivent une politique orthodoxe du XIX^e siècle fondée sur l'hypothèse que les ajustements économiques peuvent et doivent résulter du libre jeu des forces de l'offre et de la demande. Ces deux institutions croient encore – ou, en tout cas, elles le croyaient encore il y a peu – que ce qui arriverait dans la perspective hypothétique de la libre concurrence et de la mobilité du capital et du travail se produit réellement dans la vie économique d'aujourd'hui.

Par ailleurs, les faits, tout comme l'opinion publique, ont largement évolué en direction de la *période de stabilisation* définie par le Pr Commons. Les syndicats sont suffisamment forts pour s'ingérer dans le libre jeu des forces de l'offre et de la demande, et l'opinion publique, bien que rouspéteuse et suspicieuse du danger que représenteraient les syndicats, soutient ceux-ci dans leur principale assertion, à savoir que les mineurs ne devraient pas être les victimes de forces économiques cruelles auxquelles *ils* n'ont aucune part.

L'idée du parti de l'Ancien Monde, selon laquelle on peut, par exemple, modifier la valeur de la monnaie, puis laisser les ajustements qui en résultent au jeu des forces de l'offre et de la demande, appartient au XIX^e siècle, au temps où les syndicats étaient impuissants et où l'économie pouvait s'effondrer sans compromettre le progrès en cours, et même en suscitant une certaine approbation.

La plupart des idées prétendues sages que nos hommes d'État partagent reposent sur des hypothèses qui furent jadis exactes – du moins en partie –, mais qui, jour après jour, le sont de moins en moins. Nous devons inventer une nouvelle sagesse adaptée à une nouvelle époque. Et en même temps, nous devons, si nous voulons un tant soit peu faire le bien, apparaître non conformistes, turbulents, dangereux et désobéissants à l'égard de la génération précédente.

En matière économique, il s'agit d'abord de trouver de nouvelles politiques et de nouveaux instruments pour adapter et contrôler le fonctionnement des forces économiques afin qu'elles ne heurtent pas outre mesure les idées contemporaines relatives à ce qu'il convient de faire dans l'intérêt de la stabilité et de la justice sociales.

Ce n'est pas un hasard si la première phase de cette longue lutte politique multiforme se porte sur la politique monétaire. Car les atteintes les plus violentes aux principes de stabilité et de justice que le XIX^e siècle dut tolérer au nom de la philosophie de l'abondance furent précisément celles provoquées par les variations du niveau des prix. Cependant, les conséquences de ces variations, particulièrement lorsque les autorités nous les imposent à des doses encore plus fortes qu'au XIX^e siècle, sont devenues intolérables pour nos institutions et incompatibles avec les idées modernes.

Petit à petit, insensiblement, nous avons changé notre philosophie économique et nos opinions sur ce qui est raisonnable et tolérable, sans pour autant modifier nos techniques ni les préceptes qui nous ont été inculqués. D'où nos afflications et nos troubles.

Un programme politique doit être développé dans ses moindres détails, jour après jour, sous la pression et la stimulation des événements. Il est inutile de le définir d'avance, sauf dans les termes les plus généraux. Mais pour que le parti libéral retrouve sa puissance, il doit avoir une attitude, une philosophie, une direction. J'ai essayé d'indiquer ma propre position à l'égard de la politique et je

laisse aux autres le soin de répondre, au regard de ce que j'ai dit, à la question par laquelle j'ai commencé mon propos : « Suis-je un libéral ? »

¹. *Liberal*, pour un sympathisant ou membre du Liberal Party, a une signification différente du terme « libéral » en français. Il pourrait être rapproché de « radical » dans l'échiquier politique français des années 1920.

². Créé en 1921 et proche des partis libéral et travailliste, l'hebdomadaire *Nation and Athenaeum* fut racheté en 1923 par un groupe d'économistes dirigé par John Maynard Keynes.

³. L'Américain John Roger Commons (1862-1945) est l'un des fondateurs de l'économie institutionnaliste. Plusieurs économistes contemporains, les « institutionnalistes », dont l'École française de la régulation (fondée dans les années 1970 par Michel Aglietta et Robert Boyer notamment), se réfèrent à lui. En 1927, Keynes écrivit à Commons : « Il me semble qu'il n'existe aucun autre économiste avec lequel je me sente autant en accord avec la façon générale de penser » (Robert Skidelsky, *John Maynard Keynes : The Economist as Saviour, 1920-1937*, Londres, Macmillan, 1992, p. 229).

⁴. Les trois paragraphes qui suivent ont été supprimés du texte de la version de l'article parue en août 1925 dans *Nation and Athenaeum*. (N.d.T.)

⁵. Les dominions sont les anciennes colonies de l'Empire britannique qui bénéficièrent d'une certaine autonomie à partir de la seconde moitié du XIX^e siècle. Aux XX^e et XXI^e siècles, ils gagnèrent progressivement leur indépendance tout en restant, pour un grand nombre d'entre eux, membres du *Commonwealth*. (N.d.T.)

⁶. Dans *Legal Foundations of Capitalism* (1924), qui est probablement l'ouvrage que commente ici Keynes, John Roger Commons retrace l'évolution institutionnelle ayant conduit à l'apparition du système capitaliste. (N.d.T.)